DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE
N° 135/2014
du 27 juin 2014
modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen (ci-après l'«accord EEE»), et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (UE) n° 677/2011 de la Commission du 7 juillet 2011 établissant les modalités d'exécution des fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien et modifiant le règlement (UE) n° 691/2010 ⁽¹⁾ doit être intégré dans l'accord EEE.
- (2) Il convient dès lors de modifier l'annexe XIII de l'accord EEE en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'annexe XIII de l'accord EEE est modifiée comme suit:

1. Le point suivant est inséré après le point 66wm [règlement d'exécution (UE) n° 391/2013 de la Commission]:

«66wn. **32011 R 0677**: règlement (UE) n° 677/2011 de la Commission du 7 juillet 2011 établissant les modalités d'exécution des fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien et modifiant le règlement (UE) n° 691/2010 (JO L 185 du 15.7.2011, p. 1).

Aux fins du présent accord, les dispositions du règlement sont adaptées comme suit:

- a) l'expression “gestionnaire de réseau” fait référence au gestionnaire de réseau qui a été désigné à la fois pour les États membres de l'Union européenne et pour les États de l'AELE membres de l'EEE;
- b) sans préjudice des dispositions du protocole 1 de l'accord, l'expression “État(s) membre(s)” est réputée s'appliquer, en plus des États couverts par le règlement, aux États de l'AELE;
- c) à l'article 3, paragraphe 3, en ce qui concerne les États de l'AELE, les termes “décision de la Commission après consultation du comité du ciel unique conformément à l'article 5, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 549/2004” sont remplacés par les termes “décision du Comité permanent des États de l'AELE” et les termes “la Commission” sont remplacés par les termes “le Comité permanent des États de l'AELE”;
- d) à l'article 4, paragraphe 4, les termes “, du Comité permanent des États de l'AELE, de l'Autorité de surveillance AELE” sont insérés après le mot “Commission”;
- e) à l'article 7, paragraphe 5, les termes “, au Comité permanent des États de l'AELE, à l'Autorité de surveillance AELE” sont insérés après le mot “Commission”;
- f) à l'article 16, paragraphe 3, point b), les termes “et un représentant de l'autorité de surveillance AELE” sont insérés après le mot “Commission”;
- g) l'article 17, paragraphe 2, point a), ne s'applique pas aux États de l'AELE;

⁽¹⁾ JO L 185 du 15.7.2011, p. 1.

- h) à l'article 18, paragraphe 2, les termes “, un représentant de l'État de l'AELE assurant la présidence du Comité permanent des États de l'AELE” sont insérés après le mot “Conseil”;
- i) à l'article 20, paragraphe 3, les termes “, au Comité permanent des États de l'AELE, à l'Autorité de surveillance AELE” sont insérés après les termes “à la Commission”;
- j) à l'article 21, première phrase, en ce qui concerne les États de l'AELE, les termes “la Commission” sont remplacés par les termes “l'autorité de surveillance AELE”.

2. Le tiret suivant est ajouté au point 66xa [règlement (CE) n° 691/2010 de la Commission]:

«— **32011 R 0677**: règlement (UE) n° 677/2011 de la Commission du 7 juillet 2011 (JO L 185 du 15.7.2011, p. 1).»

Article 2

Les textes du règlement (UE) n° 677/2011 en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 28 juin 2014, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord EEE aient été faites (*), ou à la date d'entrée en vigueur de la décision du Comité mixte de l'EEE n° 229/2013 du 13 décembre 2013 ⁽¹⁾, si celle-ci intervient plus tard.

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 27 juin 2014.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

Gianluca GRIPPA

(*) Obligations constitutionnelles signalées.

(1) JO L 154 du 22.5.2014, p. 28.